

## Burundi : multiplication d'exécutions extrajudiciaires par les forces de l'ordre

RFI, jeudi 07 avril 2011 L'incidence au Burundi suite à de nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires et autres règlements de compte Au Burundi, pays en proie à une crise politique et sécuritaire depuis le retrait de l'opposition du processus électoral en 2010, la société civile tire sur la sonnette d'alarme, suite à la multiplication des cas d'exécutions extrajudiciaires et autres règlements de compte. En une semaine, on compte une dizaine de cas rien que dans la province de Bujumbura rural, fief de l'ancienne rébellion des Forces nationales de libération, les FNL. A chaque fois le scénario est le même, des membres de l'ex-rébellion des FNL accusés d'être derrière les nouvelles violences sont tués. Et la police s'empresse de dire qu'il s'agit de bandits armés tombés au cours d'un affrontement avec l'ordre.

A Bujumbura, trois personnes ont été assassinées par les forces de l'ordre selon l'Iteka. Au moins sept personnes ont été tuées dans pareil circonstances depuis une semaine, ce que conteste le secrétaire exécutif de la Ligue des droits de l'Homme, Iteka, Edouard Biha. Il donne l'exemple d'une localité située à l'est de Bujumbura où trois personnes ont été tuées la semaine passée. « Une des personnes qui a été tuée est venue avec des agents de la police, menottée. Personne n'a entendu un échange de coups. Les gens qui ont été tués, ils ont été assassinés ». La consigne de la Ligue Iteka, est un engrenage mortel puisque les ex-rebelles des FNL se vengent à leur tour sur des membres du parti présidentiel burundais. « Cette nuit une famille a été attaquée et un chef de colline est porté disparu. Ce sont des règlements de compte qui sont en train de se faire et il y a des victimes toujours », rajoute Edouard Biha. Il y a quelques mois, le pouvoir burundais s'était résolu, suite à de fortes pressions internationales, à mettre sur pied une commission d'enquête sur une dizaine de cas avérés d'exécutions extrajudiciaires. La ministre burundaise de la Justice vient de dire que cette commission n'a jamais commencé son travail faute de moyen. Ce que dénonce la Ligue Iteka qui parle plutôt de mauvaise volonté.